



Émeutes: Pap Ndiaye ouvert aux sanctions mais pas à la suppression des allocations

(AFP) -

Le ministre de l'Éducation Pap Ndiaye s'est dit dimanche fermement opposé à une suppression des allocations familiales, une mesure proposée à droite pour répondre aux violences commises par des mineurs lors des émeutes, tout en se montrant ouvert aux sanctions qui font "partie de la pédagogie".

Le ministre a en outre jugé "anormal, injuste et mensonger" de "tracer des liens entre immigration et émeutes", lors d'une interview sur Radio J. "Ca c'est le vocabulaire de l'extrême droite et hélas d'une partie de la droite", a-t-il commenté.

Régulièrement annoncé sur le départ sur fond de rumeurs de remaniement du gouvernement, M. Ndiaye, ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, s'était peu exprimé sur les émeutes qui ont enflammé le pays soulevant autant de questions sécuritaires, politiques, sociales et éducatives.

"L'école peut beaucoup et nous faisons notre part du travail mais les parents doivent aussi nous accompagner", a-t-il déclaré. "Il faut en appeler à la responsabilité des parents" mais aussi "aider" ceux qui ont "des difficultés spécifiques".

Concernant d'éventuelles sanctions, il a jugé: "c'est important, ça fait partie de la pédagogie".

Le gouvernement réfléchit à une amende spécifique pour les mineurs, sur le modèle de l'amende forfaitaire pour les adultes quand ils commettent de tels actes. "C'est rapide et efficace", a souligné dimanche la Première ministre Elisabeth Borne.

Le ministre de l'Éducation s'est en revanche dit opposé à une suppression des allocations familiales, qui n'ont "pas d'effet" et "sanctionnent toute une famille".

Après les émeutes en réaction à la mort de Nahel, 17 ans, tué par un policier à Nanterre le 27 juin, le patron de LR Eric Ciotti avait appelé le gouvernement à réduire, voire supprimer des allocations familiales à des familles en fonction de délits commis par des enfants dont elles ont la charge, notamment en cas d'absentéisme scolaire répété.

Interrogé sur les propos du ministère algérien des Affaires étrangères qui a fait part de son choc, après la mort de Nahel, d'origine algérienne, et se disant soucieux de la sécurité de ses ressortissants, Pap Ndiaye a remarqué que "le gouvernement algérien ne se soucie pas particulièrement de sa propre jeunesse".

"Si on regarde les décennies passées, il y a de quoi se poser des questions", a-t-il estimé jugeant que les relations franco-algériennes restaient "difficiles".

Afp le 09 juil. 23 à 12 41.